

# De meilleures politiques pour dynamiser et mondialiser les PME

Écrit par : Lamia Kamal-Chaoui, Directeur du Centre pour l'entrepreneuriat, les PME, le développement local et le tourisme, OCDE

Dernière mise à jour : 8 février 2018



© OCDE/Michael Dean

De nombreux pays de l'OCDE cherchent à dynamiser les performances des petites et moyennes entreprises (PME). Celles-ci génèrent déjà quelque 70 % de l'emploi total et représentent en moyenne 50 à 60 % de la valeur ajoutée dans la zone OCDE, et même plus de 80 % dans des pays tels que la Corée, la Grèce et l'Italie. La gamme des PME englobe des entités très diverses, de la microentreprise locale jusqu'au chef de file technologique d'envergure mondiale et à l'entreprise créée pour être internationale.

Ces structures de moindre taille contribuent de manière essentielle aux objectifs sociétaux que sont la croissance de la productivité et le renforcement de l'inclusion sociale, mais nombreuses sont celles qui éprouvent des difficultés pour exploiter au mieux les débouchés qui s'offrent aujourd'hui. Comment les politiques publiques peuvent-elles les aider à monter en puissance et se mondialiser ?

Se mondialiser et prendre part à des chaînes de valeur mondiales est une manière d'aiguillonner la productivité et de monter en puissance. La recherche montre que les entreprises connaissent des améliorations de leur productivité lorsqu'elles pénètrent des marchés internationaux, grâce aux économies d'échelle, aux échanges de savoirs et à la diffusion des technologies. Dans les pays africains par exemple, on a constaté que le fait d'exporter relevait la productivité de plus de 25 %. Cependant, le poids des PME dans les exportations ne correspond pas à leur part de l'économie nationale : elles ne représentent que 20 à 40 % des exportations, contre plus de la moitié de la valeur ajoutée. Cela dit, l'exportation n'est pas en soi le but suprême des PME : souvent, elles vendent des produits à des exportateurs qui font partie de chaînes de valeur mondiales, ce qui signifie que si les PME ne sont pas elles-mêmes exportatrices, leur intégration au processus leur permet de bénéficier d'un accès à l'information et aux technologies qui favorise leur productivité.

Avant tout, les PME solides aident les travailleurs car elles créent de l'emploi. Dans certaines régions, les entreprises de moindre taille peuvent constituer la seule source d'emplois du secteur privé. La part des jeunes PME dans la création totale d'emplois est à peu près deux fois plus élevée que leur part dans la destruction totale d'emplois. Lorsqu'elles montent en puissance, ce qui est souvent synonyme de mondialisation, les entreprises de taille moyenne bien établies sont un moteur de la création d'emplois et de la compétitivité. Quant aux rémunérations et aux conditions de travail, elles sont presque toujours meilleures dans les entreprises qui commercent à l'échelle internationale.

Il est essentiel d'améliorer l'environnement économique des PME. Un environnement réglementaire performant est bénéfique pour toutes les entreprises, mais plus particulièrement pour celles de moindre taille. L'incertitude, la complexité et les incohérences réglementaires, y compris d'un pays à l'autre, affectent les PME de manière disproportionnée par rapport aux grandes entreprises. D'autres aspects de l'environnement des entreprises – exécution des contrats, justice civile, régime des faillites et corruption dans le secteur public – sont aussi particulièrement importants pour les petites structures.

Les travaux de l'OCDE montrent que, ces dernières années, les PME ont profité d'un meilleur accès aux marchés internationaux grâce à l'ouverture des échanges et de l'investissement, et aux infrastructures matérielles et informatiques. Toutefois, des obstacles et des inefficiences subsistent. Des mesures

discriminatoires pour les fournisseurs étrangers sont toujours en place dans bien des pays. Les barrières à l'entrée sont particulièrement fortes dans les secteurs des services, par exemple spécialisés, où les PME sont très nombreuses. Pour les exportations de services, les restrictions aux échanges correspondent à un supplément moyen de droits de douane de 14 % pour les PME par rapport aux grandes entreprises. Les procédures douanières et services logistiques prévisibles et efficaces sont aussi particulièrement importants pour les PME. La réforme de procédures lentes ou tortueuses aux frontières pourrait réduire les coûts des échanges de 12 à 18 % pour toutes les entreprises.

L'accès à des financements adéquats est un autre facteur susceptible d'aider les PME à monter en puissance. Des politiques ciblées peuvent combler les carences des marchés financiers qui, souvent, restreignent l'accès des PME et des start-up à des formes de financement appropriées. Malgré l'amélioration des conditions économiques, les nouveaux prêts bancaires aux PME ont reculé en 2016 dans 15 pays sur 25, les PME se tournant de plus en plus vers des sources alternatives de financement : capital-risque, financement participatif et crédit-bail. Le potentiel des instruments de financement non bancaire pour les PME n'en demeure pas moins sous-exploité dans la plupart des pays. Les Principes de haut niveau de l'OCDE et du G20 sur le financement des PME peuvent orienter les pays à élaborer de telles stratégies.

La transformation numérique peut ouvrir de nouvelles possibilités de participation à l'économie mondiale. Les technologies numériques permettent aux PME d'améliorer leur connaissance du marché, de monter en puissance sans devoir au préalable atteindre une masse critique, et d'accéder aux marchés mondiaux et aux réseaux de partage du savoir pour un coût relativement modique. Dans la plupart des pays, les PME diffèrent peu des grandes entreprises en ce qui concerne la connectivité à internet et la présence sur le web. Pourtant, les PME ont deux fois moins de chances d'être intégrées à des échanges commerciaux électroniques ou de recourir à l'informatique en nuage. Leur retard d'adoption est principalement imputable à une insuffisance d'investissement dans des actifs complémentaires liés au savoir tels que la recherche-développement, les ressources humaines, les changements organisationnels et les innovations de processus.

D'autres mesures peuvent aider les entreprises à s'affranchir de certains obstacles internes, notamment le développement de compétences stratégiques permettant de tirer parti du passage au numérique et de la mondialisation. Mais l'accès aux ressources nécessaires telles que les compétences, les financements, les connaissances et les technologies suppose que les PME en prennent l'initiative. Les examens de la politique à l'égard des PME et de l'entrepreneuriat (SME and Entrepreneurship Policy) auxquels procède l'OCDE pour des pays comme le Canada, la Fédération de Russie, Israël, l'Italie et le Mexique, montrent l'attention croissante portée aux services de conseil, de tutorat et d'assistance à

l'innovation technologique, organisationnelle et commerciale, afin d'aider ces entreprises à développer leurs compétences et leurs capacités.

Les politiques régionales et locales peuvent également avoir un impact important sur les performances des PME. Les entreprises appartenant à des pôles locaux d'activités sont celles qui réussissent le mieux leur passage au commerce international. La concentration géographique des compétences, des projets d'innovation et de liens sociaux forts pour favoriser le flux de connaissances sur les technologies majeures et les débouchés commerciaux, permet à ces pôles d'activités de créer des environnements de productivité élevée.

Une bonne politique à l'égard des PME devrait coordonner l'action publique par-delà les frontières des différents ministères et agences publiques. Des efforts continus sont nécessaires pour mieux comprendre les effets conjugués des réformes structurelles sur l'environnement dans lequel évoluent les PME, ainsi que le rôle et l'impact des mesures qui visent ces entités de moindre taille.

L'Observateur de l'OCDE n°313 T1 2018

## Références

OECD (2018), Financing SMEs and Entrepreneurs 2018: An OECD Scoreboard, OECD Publishing, Paris. [http://dx.doi.org/http://dx.doi.org/10.1787/fin\\_sme\\_ent-2018-en](http://dx.doi.org/http://dx.doi.org/10.1787/fin_sme_ent-2018-en)

OECD (2017), Small, Medium, Strong. Trends in SME Performance and Business Conditions, OECD Publishing, Paris. <http://dx.doi.org/http://dx.doi.org/10.1787/9789264275683-en>

OECD (2017), SME and Entrepreneurship Policy in Canada, OECD Publishing, Paris. <http://dx.doi.org/http://dx.doi.org/10.1787/9789264273467-en>